

Le bilan de deux années de RGPD

Les Midis du consommateur européen

Webinar

1er juillet 2020

Tine A. Larsen

Présidente

Un nouveau cadre législatif



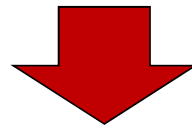
- Autorité indépendante organisée par la loi du 1^{er} août 2018
- Etablissement public avec autonomie financière et administrative doté de la personnalité juridique
- Contrôle et vérifie la conformité au / à:
 - RGPD;
 - la loi du 1^{er} août 2018 ayant des dispositions spécifiques:
 - Liberté d’expression et d’information
 - Recherche scientifique / historique ou statistiques
 - Catégories particulières de données à caractère personnel
 - la loi du 1^{er} août 2018 en matière pénale / sécurité nationale;
 - la loi modifiée du 30 mai 2005 (communications électroniques).

Le RGPD, un changement de paradigme



Depuis le 25 mai 2018:
Suppression des formalités préalables
(notifications / autorisations)

Contrôle a priori



Principe de la responsabilisation
“Accountability”

Contrôle a posteriori



Nouvelle approche **moins bureaucratique**,
mais **plus exigeante** pour tous les acteurs

Sensibilisation

- Campagne de communication « Vos données? Vos droits!»: 15.000 brochures distribuées au grand public



Sensibilisation

- Conférences, formations et séminaires
 - Conférence « 4 decades of Data Protection »
 - 12 cours d'introduction à la protection des données
 - 2 séminaires sur le « GDPR Compliance Support Tool »
 - 5 éditions du « DaPro Lab »
 - 122 présentations lors de conférences, séminaires et tables rondes



Guidances thématiques



Droit à l'image



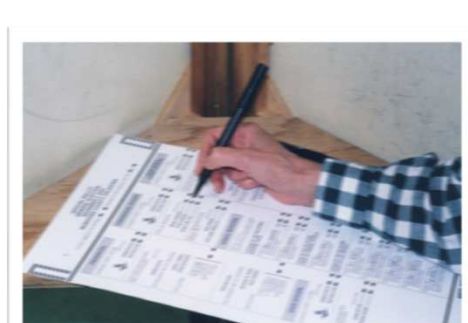
Vidéosurveillance



Brexit et transferts
internationaux



Monde associatif



Elections sociales



Campagnes
électorales

GDPR Compliance Support Tool



- Permet aux organisations de tester leur conformité au RGPD

The screenshot shows the website for the CNPD GDPR Compliance Support Tool. The page title is 'Features'. The text explains that the tool was developed to help organizations achieve GDPR compliance by May 25, 2018, by providing a self-assessment tool based on 350 requirements. The main features are listed as follows:
I. Organisation

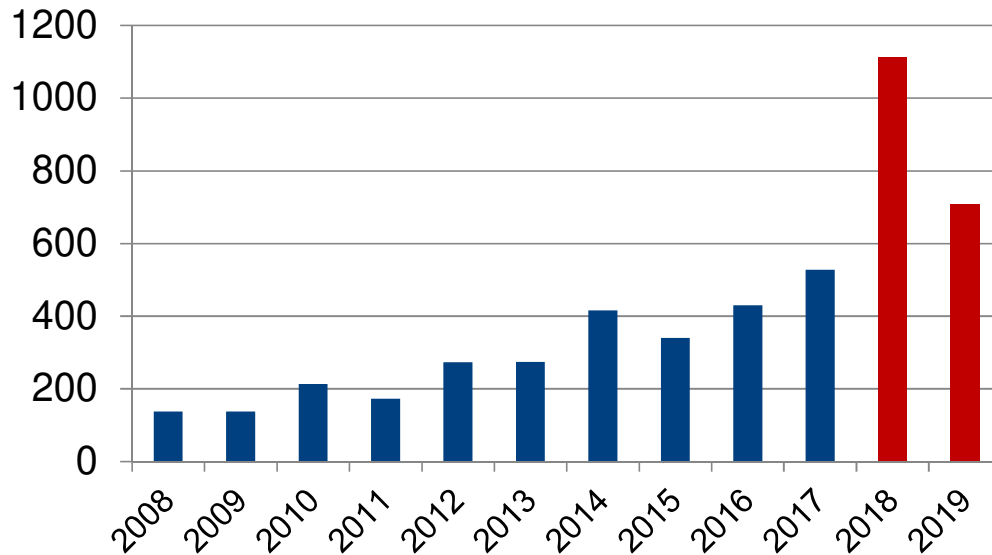
- Obligations générales: responsabilités du responsable du traitement
- Droits de la personne: généralités
- Délégué à la protection des données
- Notification violation

II. Les traitements
Registre des activités de traitements

- Traitement 1: Responsables conjoints, Principes relatifs aux traitements, Licéité du traitement
- Traitement 2: Responsables conjoints, Principes relatifs aux traitements, Licéité du traitement
- Traitement 3: Responsables conjoints, Principes relatifs aux traitements, Licéité du traitement
- Traitement x: Responsables conjoints, Principes relatifs aux traitements, Licéité du traitement

Augmentation des demandes d'information

- **1.112** demandes en 2018
 - +110% par rapport à 2017
 - De nombreuses questions sur le RGPD autour de mai/juin
- **708** demandes en 2019



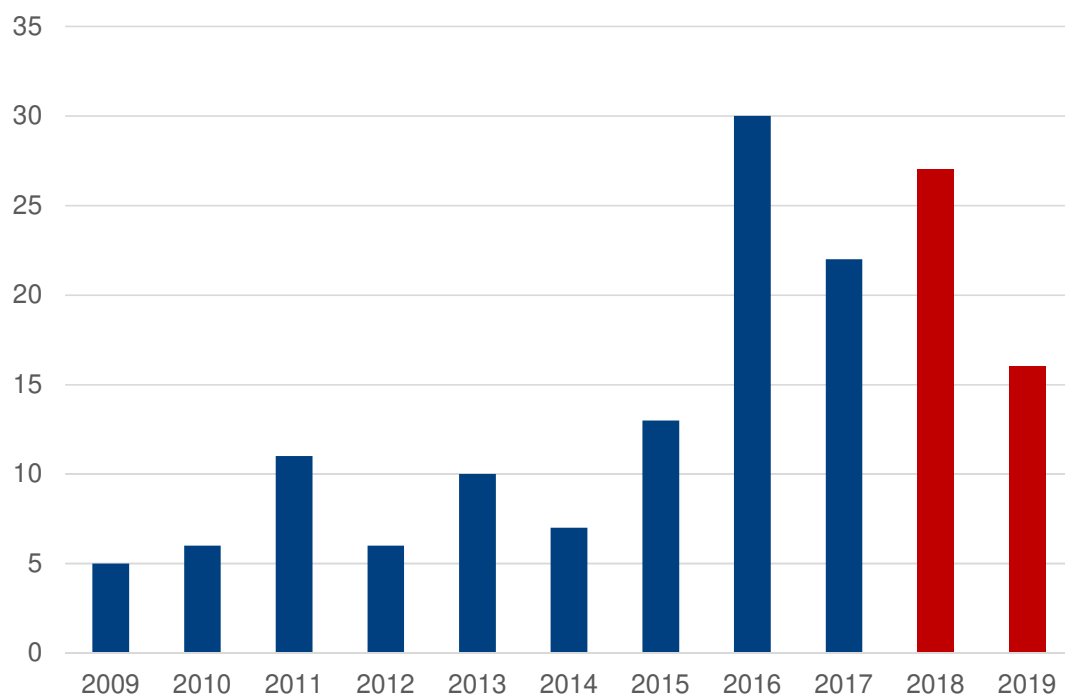
Top 3 questions:

1. Vidéosurveillance
2. DPO
3. Droit d'accès

De nombreux avis sur projets législatifs et réglementaires



- **27** avis en 2018 et **16** avis en 2019

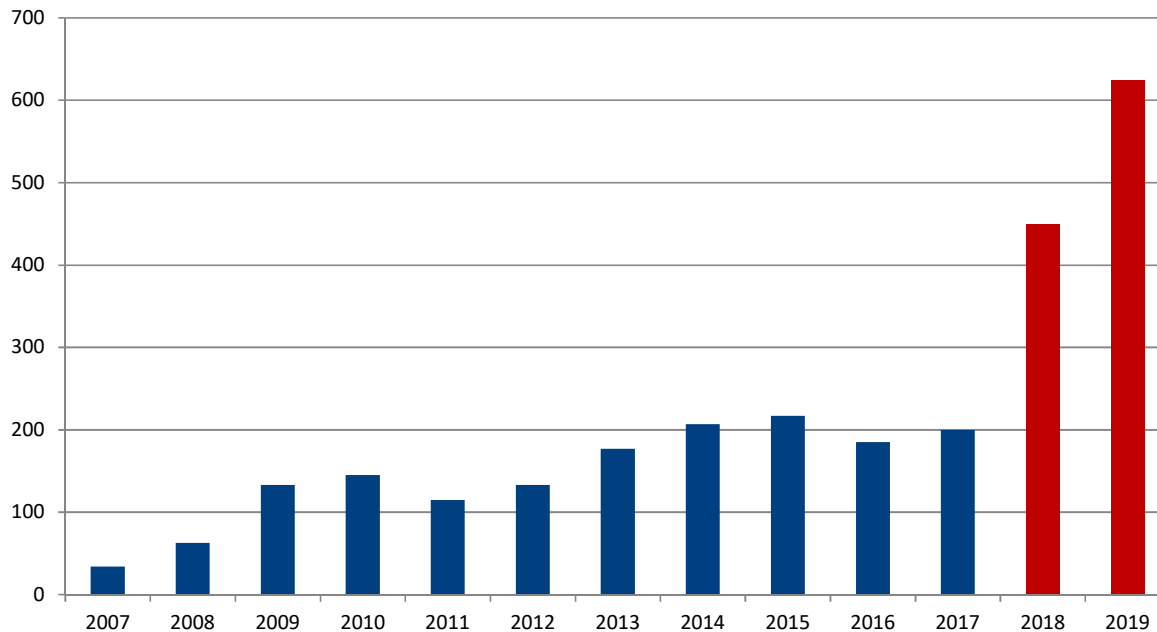


Exemples

- Le fichier central de la Police grand-ducale (2019),
- la vidéosurveillance des espaces et lieux publics à des fins de sécurité publique (VISUPOL) (2019),
- le recours à la vidéosurveillance par les communes (2019),
- la mise en place du dossier de soins partagé (2020),
- la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (2020),
- la Réorganisation du Service de renseignement de l'Etat (2020),
- Etc.

Augmentation des réclamations

- **450** réclamations en 2018 (+125% par rapport à 2017)
- **624** réclamations en 2019 (+39% par rapport à 2018)
- Impact important du RGPD



Raisons principales:

1. Non-respect du droit d'accès
2. Demande d'effacement ou de rectification non respectée
3. Doutes quant à la licéité de certaines pratiques administratives ou commerciales

Contrôles



- Adoption d'un nouveau **règlement relatif à la procédure d'enquête**
- **Enquêtes sur place** (contrôles « réactifs »)
 - De 12 en 2018 à 33 en 2019
 - dans les domaines de la vidéosurveillance, de la géolocalisation, de la publicité et du marketing
- **Audits** (contrôles « proactifs »)
 - 25 procédures d'audits thématiques
 - pour vérifier la conformité des organismes en matière de désignation du délégué à la protection des données
 - 9 audits réactifs (plaintes pour lesquelles la CNPD a décidé d'ouvrir un audit)
 - concernent des problématiques variées : le droit d'accès, la sécurité des données, le processus de recrutement ou encore la gestion des cookies, par exemple.

Data Protection Officers (DPO)

- **731 DPO** (personnes physiques ou morales) ont été déclarées par des acteurs publics et privés entre le 25 mai 2018 et le 31 décembre 2019
 - *dont 238 en 2019*
 - *Contre 150 chargés de la protection des données sous l'ancien régime de la loi de 2002*
- **1090** responsables du traitement ont communiqué les coordonnées de leur DPO à la CNPD
 - dont 272 en 2019

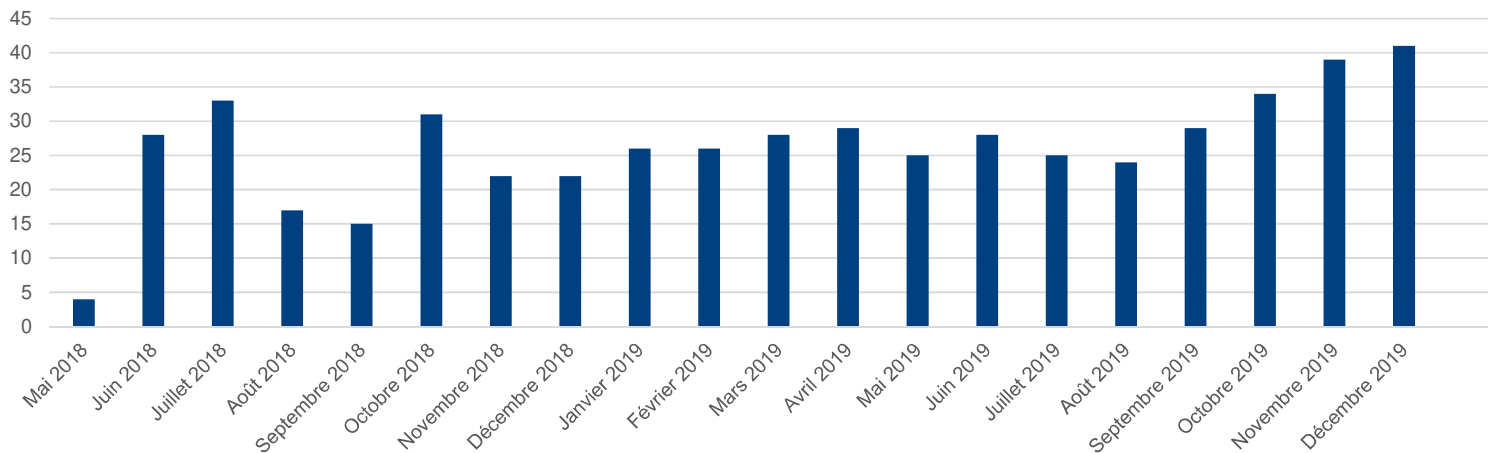
Notifications de violations

- **526** notifications de violations de données
 - **172** en 2018 et **354** en 2019
 - 28 notifications par mois
 - Cause principale : erreur humaine (63% des cas)

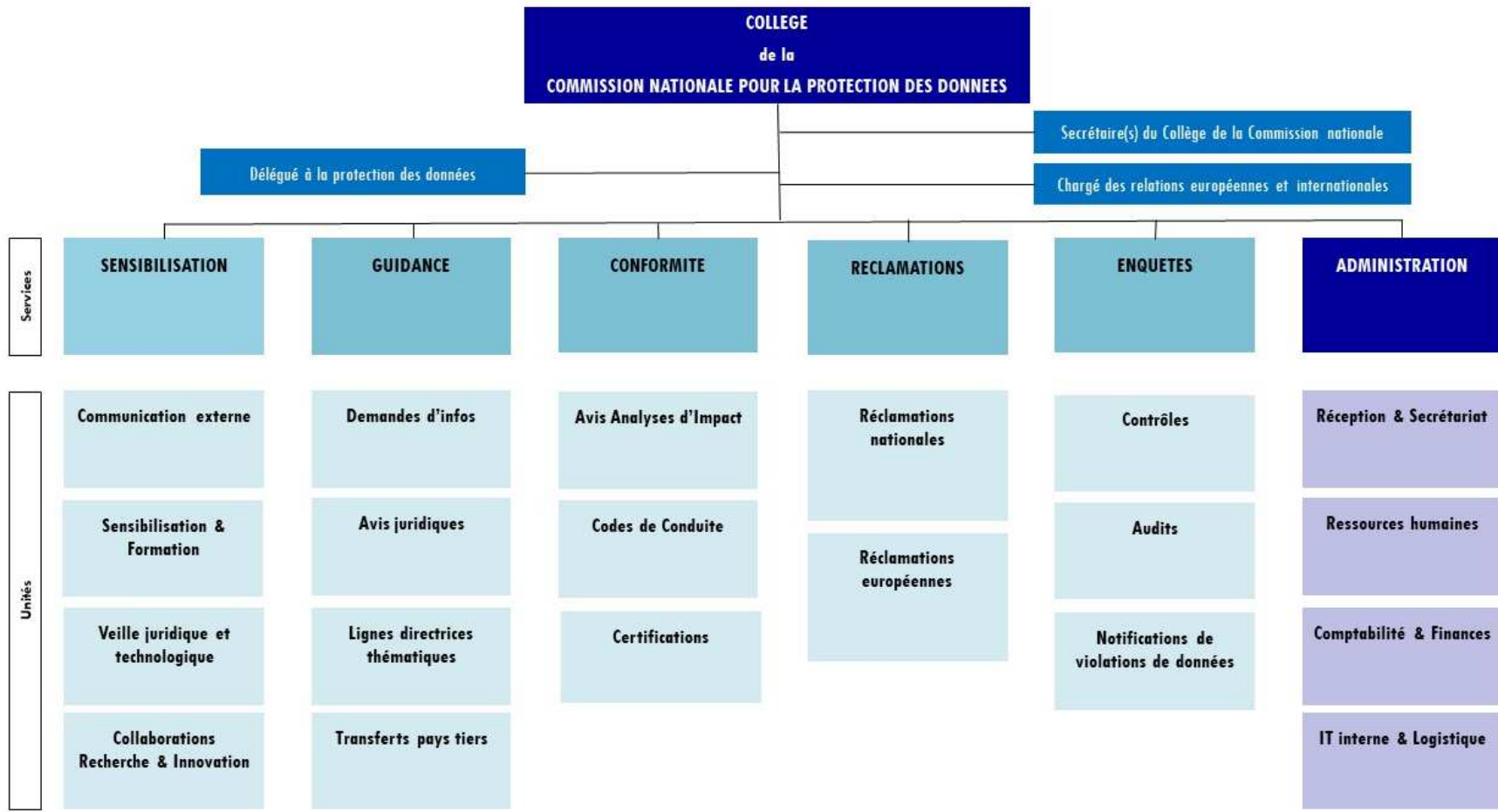
Nature des incidents :

1. données personnelles envoyées au mauvais destinataire (34%)
2. piratage, hacking (15%)
3. divulgation des données personnelles à la mauvaise personne (12%)

Nombre de violations déclarées (par mois)

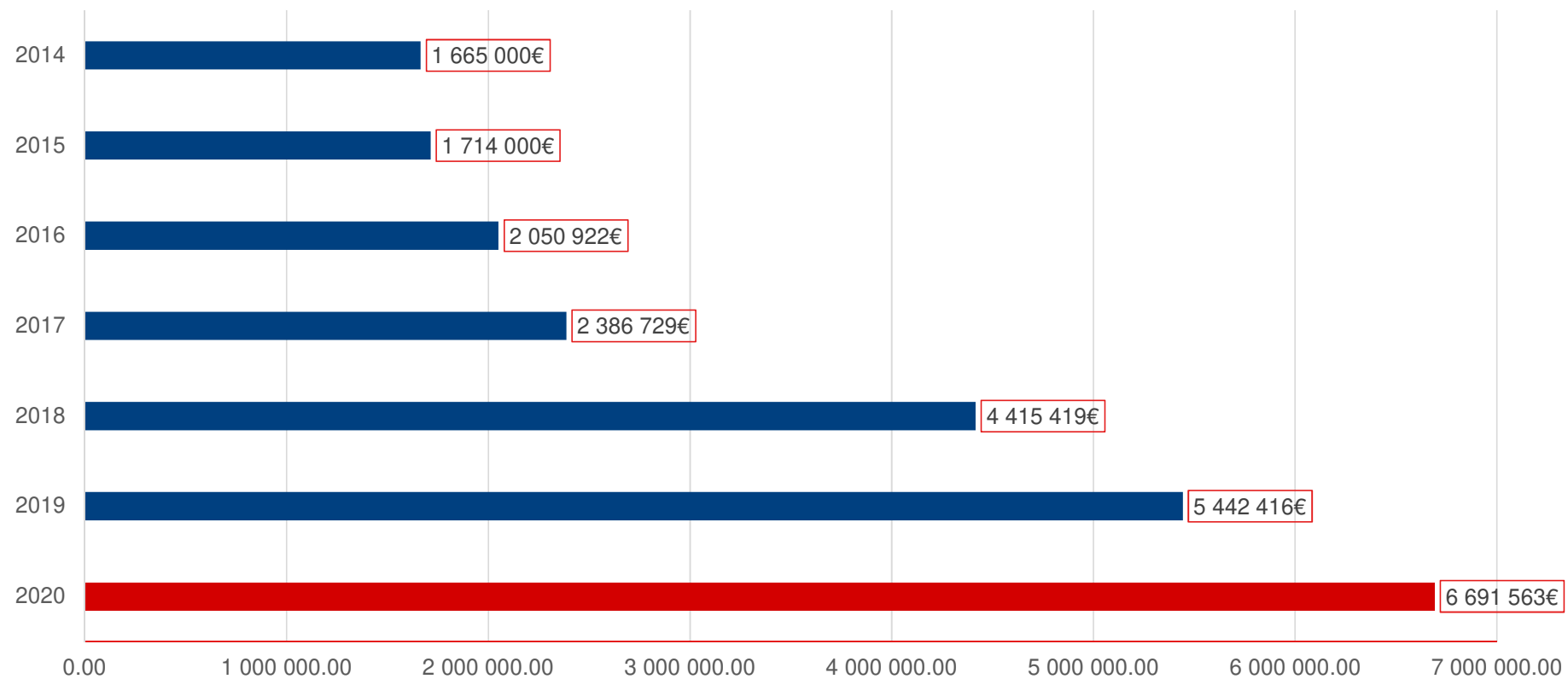


Nouvelle structure interne



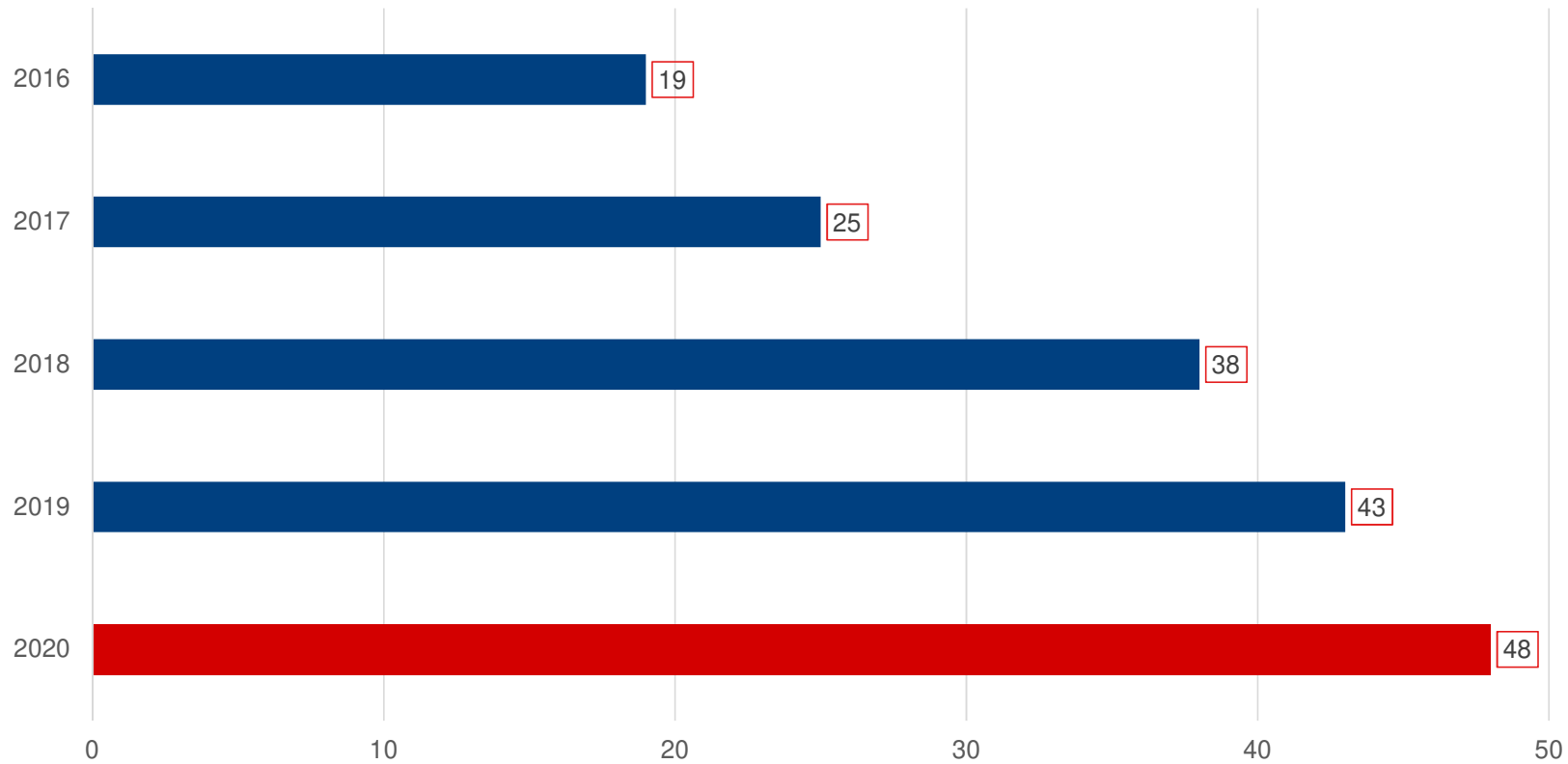
Ressources

Moyens budgétaires



Ressources

Ressources humaines



Coopération européenne et internationale



ASSOCIATION FRANCOPHONE
DES AUTORITÉS DE PROTECTION
DES DONNÉES PERSONNELLES



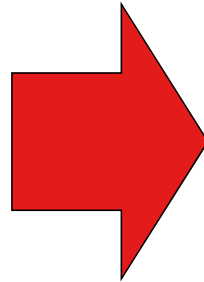
European Data Protection Board (EDPB)

Le Comité européen de la protection des données



L' EDPB, c'est

- Un organe européen indépendant...
- ...Qui veille à l'application cohérente des règles en matière de protection des données...
- ...et qui est composé de représentants des autorités de contrôle de l'UE et de l'EEE



Ce que le Comité fait (entre autres):

- Encourager la coopération
- Publier des lignes directrices, déclarations, ...
- Règlement des litiges

En pratique:

- Réunions au sein de sous-groupes thématiques (juridiques et informatiques)
- Discussions pour trouver un consensus ou une majorité au sein des sous-groupes, puis à la plénière
- Prise de décisions lors des plénières mensuelles et par procédure écrite
- Consultation de parties prenantes (secteur privé et public)

EDPB “Expert SubGroups”

Les sous-groupes (ESG)

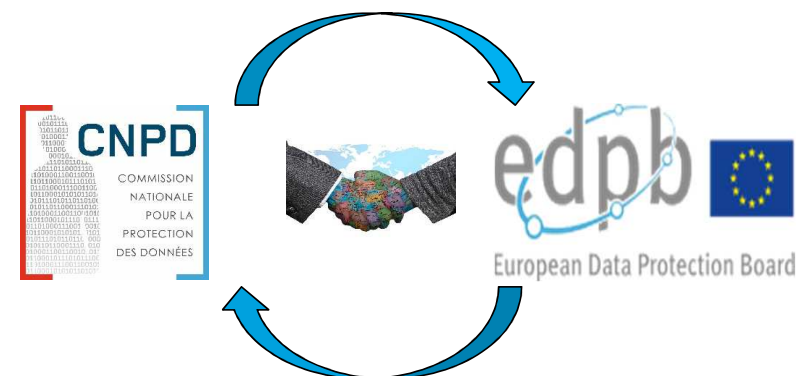
- Border, Travel and Law Enforcement
- Compliance, e-Government and Health
- Cooperation
- Enforcement
- Financial Matters
- Fining Taskforce
- International Transfer
- IT User
- Key Provisions
- Strategic Advisory
- Social Media
- Technology

La CNPD comme rapporteur

- Avis concernant la décision de l'adéquation du Japon
- Avis concernant les propositions de règlement “e-evidence” de la Commission
- Avis concernant l'interaction entre le RGPD et la PSD2
- Avis sur les projets de décision LU et UK concernant l'approbation des exigences relatives à l'agrément d'un organisme de certification des autorités

Work program

- Programme de travail 2019-2020



Evaluation du RGPD – Contribution EDPB

- Chapitre V RGPD sur les *transferts de données à caractère personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales*
- Défis identifiés par le Comité concernant les *mécanismes de coopération et de cohérence*



COVID-19 et la protection des données



EDPB

- **Lignes directrices** relatives à l'utilisation de données de localisation et d'outils de recherche de contacts dans le cadre de la pandémie de COVID-19
- **Lignes directrices** sur le traitement de données concernant la santé à des fins de recherche scientifique dans le contexte de la pandémie COVID-19
- **Guide d'analyse:** Applications de recherche de contacts
- **Déclaration** sur l'interopérabilité des applications de recherche de contacts
- **Déclaration** sur le traitement des données dans le cadre de la réouverture des frontières dans l'espace Schengen
- **Déclaration** sur la restriction des droits des personnes concernées en lien avec l'état d'urgence

Organisations et institutions internationales

- **Déclaration** du comité exécutive de la *GPA* concernant la pandémie de COVID-19
- **Déclaration** de l'*AFAPDP* à propos de la protection des données à caractère personnel dans le contexte de la pandémie de COVID-19
- **Déclaration** de la Présidente *du Comité de la Convention 108* et du Commissaire à la protection de données *du Conseil de l'Europe* sur les grands principes de la protection des données dans ces temps de lutte contre la pandémie de COVID-19

CNPD au niveau national

- **Avis** sur le projet de loi introduisant une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre le virus SARS-CoV-2 (COVID-19)
- **Recommandations** relatives à la collecte de données personnelles dans un contexte de crise sanitaire

Merci pour votre attention!



Commission nationale pour la protection des données

15, Boulevard du Jazz
L-4370 Belvaux
261060-1
www.cnpd.lu
info@cnpd.lu